



**FRANCK LESIEUR  
MAITRE DE CONFERENCES  
UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LILLE**

## **LECON N°7 : EUTHANASIE – ARCHARNEMENT THERAPEUTIQUE – SOINS PALLIATIFS : MEME COMBAT ?**

Etymologiquement, "*euthanos*" signifie la "bonne mort". Au sens moderne du terme, l'euthanasie signifie : provoquer ou hâter la mort pour abrégé les souffrances

On distingue :

- L'euthanasie active  
Elle suppose le geste d'un tiers qui donne la mort.
- L'euthanasie passive  
C'est l'arrêt des traitements (sauf soins palliatifs) qui abrège la vie lorsque le cas est désespéré.  
Certains contestent cette distinction au motif que l'euthanasie passive serait un refus d'acharnement thérapeutique (légal).

### **1. Quels sont les critères pour déterminer le moment de la mort ?**

L'article R. 671 - 7 - 1 du code de la santé publique dispose à cet égard : « Si la personne présente un arrêt cardiaque et respiratoire persistant, le constat de mort ne peut être établi que si les trois critères cliniques suivants sont simultanément présents :

- 1) Absence totale de conscience et d'activité motrice spontanée ;
- 2) Abolition de tous les réflexes du tronc cérébral ;
- 3) Absence totale de ventilation spontanée. »

Ce constat est aisément réalisable pas n'importe quel médecin en dehors du cadre hospitalier. L'article R. 671 - 7 - 2 précise : « Si la personne, dont le décès est constaté cliniquement, est assistée par ventilation mécanique et conserve une fonction hémodynamique, l'absence de ventilation spontanée est vérifiée par une épreuve d'hypercapnie. De plus, en complément des trois critères cliniques mentionnés à l'article R. 671 - 7 - 1, il doit être recouru pour attester du caractère irréversible de la destruction encéphalique :

- 1) Soit à deux électroencéphalogrammes nuls et aéractifs effectués à un intervalle minimal de 4 heures, réalisés avec amplification maximale sur une durée d'enregistrement de trente minutes et dont le résultat doit être immédiatement consigné par le médecin qui en fait l'interprétation ;
- 2) Soit à une angiographie objectivant l'arrêt de la circulation encéphalique et dont le résultat doit être immédiatement consigné par le radiologue qui en fait l'interprétation. »

Le procédé angiographique est d'une valeur scientifique indiscutable. La mort de la personne au sens juridique est donc officiellement devenue la mort cérébrale au sens médical. Le critère de la mort par la destruction du cerveau est aujourd'hui le critère unique et invariable.

## **2. Qui constate la mort ?**

Le médecin constate médicalement le décès et l'officier d'état civil est l'autorité désignée par le Code civil comme responsable de l'enregistrement officiel de la mort. Tout médecin peut rédiger le certificat de décès mentionnant notamment le moment de la mort. Au regard du certificat de décès, l'officier d'état civil dresse l'acte de décès, qui emporte les conséquences juridiques du décès pour le défunt et permet de délivrer le permis d'inhumer et autoriser les opérations funéraires dont la fermeture du cercueil. Seule exception à la procédure habituelle, en cas de prélèvement d'organe sur un sujet soumis à une réanimation prolongée, pour éviter des « dérapages », le procès-verbal de constat de la mort doit être établi par deux médecins indépendants de l'équipe utilisatrice de l'organe (article L 671-10 CSP). Les médecins chargés de constater la mort ne connaissant par le greffé, sont a priori moins empressés de permettre la greffe. En outre, au titre des garanties, comme vu ci-dessus, l'angiographie cérébrale, d'une valeur scientifique certaine, a désormais une valeur légale. Le médecin établit concomitamment le procès-verbal de décès (diagnostic de la mort) et le certificat de décès (nécessaire pour l'officier d'état civil) - article R 671-7-3, parag. IV du décret du 2/12/1996 -. Cela permet d'effectuer les prélèvements d'organe sur le lieu même du constat de la mort.

## **3. L'EUTHANASIE EST-T-ELLE POSSIBLE EN FRANCE ?**

Vous ne pouvez pas disposer librement de votre corps : l'interdiction d'euthanasie constitue l'une des applications du principe d'indisponibilité du corps humain. En outre, l'euthanasie active est pénalement réprimée. Elle peut constituer un meurtre, un homicide involontaire, un délit de non assistance à personne en péril, un empoisonnement, une provocation au suicide.

De plus, la personne qui provoque l'euthanasie peut être condamnée à payer des dommages et intérêts et si elle a agit dans le cadre de sa profession, elle encourt des sanctions disciplinaires. Par contre, la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie autorise désormais le médecin à limiter ou arrêter un traitement concernant une personne « hors d'état d'exprimer une volonté » alors que « la limitation ou l'arrêt du traitement serait susceptible de mettre sa vie en danger » (C. santé publ., art. L. 1111-4). Le médecin peut également, lorsque le malade est en « fin de vie et hors d'état d'exprimer sa volonté », « limiter ou arrêter un traitement inutile, disproportionné ou n'ayant d'autre objet que la seule prolongation artificielle de la vie » (C. santé publ., art. L. 1111-13). Dans ces deux cas, le médecin doit respecter plusieurs conditions et une procédure collégiale. Le décret n° 2006-120 du 6 février 2006 précise que la décision est prise par le médecin en charge du patient, après concertation avec « l'équipe de soins si elle existe et sur l'avis motivé d'au moins un médecin, appelé en qualité de consultant » et le cas

échéant celui d'autres personnes (personne de confiance, membre de la famille, proche, titulaires de l'autorité parentale ou du tuteur si le patient est mineur (C. santé publ., art. R. 4127-37).

#### 4. QUELLES SONT LES POURSUITES JUDICIAIRES ?

- **pour soi-même :**

Votre demande ne peut justifier légalement une euthanasie active. Par contre, vous ne pouvez pas être poursuivi au motif que vous avez sollicité une euthanasie active : Le suicide n'est pas réprimé.

- **pour autrui :**

- L'euthanasie active est constitutive d'infractions pénales : meurtre, non-assistance à personne en péril, empoisonnement. Toute personne qui a contribué à sa réalisation peut être poursuivie comme coauteur ou complice. Elle peut également être condamnée le cas échéant à payer des dommages et intérêts à la famille ou à l'intéressé en cas d'échec (la tentative d'euthanasie est punissable). Si vous avez agi dans l'exercice de votre profession, vous encourez en outre des sanctions disciplinaires.
- Enfin, dans le cadre d'un conflit entre héritiers, dans l'hypothèse où l'un d'eux a provoqué l'euthanasie : la tentative de mort ou le fait de donner la mort peut entraîner la déchéance de la succession. En outre la complicité de mort ou la mort par un donataire ou légataire peut entraîner la révocation de la donation et/ou du testament pour cause d'ingratitude.

- L'auteur de l'euthanasie peut être poursuivi au **pénal** sur les fondements suivants :

- **Meurtre** :  
Art 221-3 NCP : "*Le fait de donner volontairement la mort à autrui constitue un meurtre. Il est puni de trente ans de réclusion criminelle.* "  
Article 221 - 3 du NCP : "*le meurtre commis avec préméditation constitue un assassinat. Il est puni de la réclusion criminelle à perpétuité.*".  
Il faut :
  1. Un élément matériel : le fait de donner la mort.
  2. Un élément moral : l'intention de tuer. À défaut, il s'agirait de coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner (article 222 - 7 et 222 - 8 du NCP) ; Le mobile est indifférent : peu importe que l'euthanasie ait été provoquée en vue de soulager les souffrances d'une personne ou de lui nuire.
- **Empoisonnement** :  
L'article 221 - 5 du NCP dispose à cet effet : "*le fait de tenter d'attenter à la vie d'autrui par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort constitue un empoisonnement. L'empoisonnement est puni de trente ans de réclusion criminelle ...*".

Il faut :

1. Un élément matériel : l'utilisation ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort. L'infraction est constituée que le résultat soit atteint ou non.
2. Un élément moral : l'intention de donner la mort. Le mobile est également indifférent à la constitution de l'infraction.

La Cour d'assises d'Ille-et-Vilaine dans un arrêt du 11 mars 1998 a ainsi récemment condamné l'auteur d'un geste euthanasique à cinq ans de prison avec sursis pour empoisonnement.

Outre les peines pénales, la personne responsable peut être condamnée à payer des **dommages intérêts** à la famille de la victime. De plus, si la personne qui a procédé au geste d'euthanasie est un médecin, il encourt des **sanctions disciplinaires**.